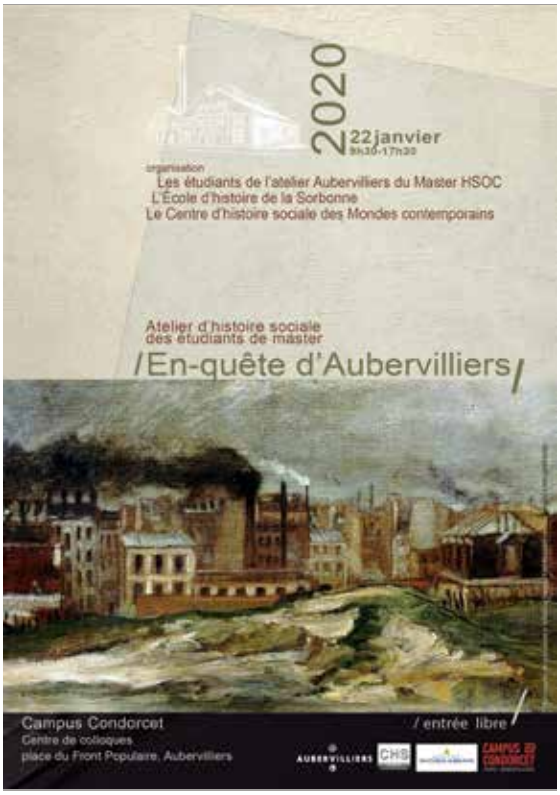
En-quête d'Aubervilliers

ATELIER D'HISTOIRE SOCIALE
DES ÉTUDIANTS DE MASTER
2019-2020

CAMPUS CONDORCET• PARIS-AUBERVILLIERS

UNIVERSITÉ PARIS I PANTHÉON SORBONNE • ÉCOLE D'HISTOIRE • MASTER D'HISTOIRE DES SOCIÉTÉS OCCIDENTALES CONTEMPORAINES - XIXe-XXe SIÈCLES

Le déménagement sur le campus Condorcet des enseignements d'histoire sociale du Master d'histoire des sociétés occidentales contemporaines de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne a conduit les enseignantes à donner cette année à leur séminaire la forme d'une enquête collective sur l'histoire et la mémoire d'Aubervilliers. Au cours d'une journée d'études, les étudiants ont rendu compte de leurs travaux qui explorent l'histoire contemporaine de la ville.



L'AFFICHE CRÉÉE POUR L'ÉVÉNEMENT A POUR ILLUSTRATION UNE ŒUVRE DE THÉOPHILE ALEXANDRE STEINLEN, INTITULÉE PAYSAGES D'USINES. URL : HTTP://WWW.HISTOIRE-IMAGE.ORG/FR/ETUDES/BANLIEUE-PARISIENNE-FIN-XIXE-SIECLE (NOTICE DE LOUIS BERGERON, « LA BANLIEUE PARISIENNE À LA FIN DU XIXE SIÈCLE », HISTOIRE PAR L'IMAGE [EN LIGNE].

sommaire

INTRODUCTION

AUBERVILLIERS, BANLIEUE OUVRIÈRE

POLITIQUES SOCIALES ET CULTURELLES

DE LA BANLIEUE ROUGE À LA CRISE DES BANLIEUES

PROJECTION-DÉBAT DE *AUBERVILLIERS*, D'ELI LOTAR

Cet album a été réalisé par le Centre d'histoire sociale des mondes contemporains à l'occasion de la restitution des travaux des étudiants de Master d'histoire des sociétés occidentales contemporaines (XIXe-XXIe siècles), le mercredi 22 janvier 2020.

Album illustré par des cartes postales anciennes ou des photographies de Sylvie Le Dantec-CHS UMR 8058.

EN LIGNE
http://histoire-sociale.cnrs.fr/

ADRESSE
Campus Condorcet,
bâtiment recherche sud, 4e étage
5, cours des Humanités
93322 Aubervilliers Cedex
métro ligne 12 • Front Populaire

Master•s classe

22
JANVIER
2020

UNIVERSITÉ PARIS 1
PANTHÉON SORBONNE

AUBERVILLIERS

CAMPUS CONDORCET
PARIS - AUBERVILLIERS

introduction

◂ RAPHAËL BERNARD, LARA SERADJ,
DALIL FERGUENIS & LUCAS MARCHAND

Aubervilliers, banlieue ouvrière

Le Coq, le Chapon et la Flandre, enquête sur les rues d'Aubervilliers et leurs habitants

▼ MADELEINE LEROY & PAUL MAYENS

À partir des registres de dénombrement d'Aubervilliers, nous avons suivi la trajectoire de trois immeubles, situés respectivement dans La Plaine Saint-Denis, le quartier des Quatre-Chemins et le centre-ville historique, et de leurs habitants, entre 1881 et 1921. Cette étude quantitative nous a amenés à nous interroger sur la segmentation de la population albertivillarienne en groupes sociaux à partir du relevé des professions effectué par l'administration municipale, sur les évolutions démographiques (en matière d'âge de la population, de structuration des ménages…) qui traversent la période, ainsi que sur les mobilités et origines de cette population urbaine. Ainsi, à partir des riches données du dénombrement, qu'il faudrait cependant raffiner en les croisant avec d'autres sources, se dessine le portrait de cette banlieue populaire au tournant du XXe siècle, profondément transformée par l'industrialisation et l'urbanisation rapide, avec cependant des temporalités différentes selon les espaces observés.

Incommodes… mais accomodées. Des industries à Aubervilliers (1885-1925)

CHRISTOPHE BAYARD

CHRISTELLE BOROT

L'industrialisation d'Aubervilliers à partir de la seconde moitié du XIXe siècle a marqué profondément ce territoire. À proximité immédiate de la ville de Paris, et plus particulièrement des nouveaux abattoirs de la Villette, bien desservie par les voies de communication avec le canal de Saint-Denis et le chemin de fer, la commune d'Aubervilliers a regroupé nombre d'industries insalubres et incommodes. L'installation de telles entreprises était réglementée par le décret du 15 octobre 1810. Comment celui-ci a-t-il été appliqué, quels étaient les critères utilisés pour délivrer ou pas l'autorisation de fonctionner ? C'est l'objet de la recherche effectuée qui s'est appuyée sur l'examen de dossiers d'enquêtes *commodo* et *incommodo* aux archives municipales d'Aubervilliers. Outre la compréhension du processus administratif mis en jeu qui nécessitait au moins six mois, l'étude d'une quinzaine de dossiers nous a permis d'observer que, pratiquement dans tous les cas, l'autorisation a été délivrée par la préfecture, bien que 40 % de ces dossiers aient fait l'objet d'oppositions de la part de riverains ou du maire. Cette recherche, qui montre ainsi une routine administrative bien rodée, pilotée par la préfecture, qui n'exclut *a priori* aucune zone interdite à l'industrie, témoigne sur la période étudiée d'une réglementation tout à fait favorable à l'industrie.

Cohortes d'ouvrières de l'usine d'allumettes

◀ ENORA GAUTHIER & NINA RIXENS

Au cours de l'enquête sur Aubervilliers, nous nous sommes intéressées aux conditions de travail des allumettiers et des allumettières de la Manufacture d'allumettes implantée dans la commune, sur la période 1850 aux années 1930. Nous avons dégagé trois grands axes : l'implantation locale des ouvrier.es, leur carrière au sein de l'usine et, enfin, le type de retraite qu'ils.elles touchent. Notre étude quantitative nous a permis de mettre en avant l'attraction d'Aubervilliers, qui draine des ouvrier.es aux carrières longues, même si ces dernières démontrent de fortes différences entre les sexes. Finalement, notre enquête témoigne de la dureté et de la dangerosité du travail d'allumettier qui influencent nettement les départs en retraite, encadrés par les lois de 1910 et 1928.

CLAIRE MAUDUIT ▶

La Société des jardins ouvriers des Vertus d'Aubervilliers, à la croisée des intérêts sociaux et immobiliers

Le travail réalisé sur les archives de la Société des Jardins ouvriers des Vertus a d'abord permis de montrer les jardins ouvriers au cœur des projets d'aménagement de l'AFTRP. Dès les années 1970, les jardiniers sont tenus de maintenir le bon ordre sanitaire des jardins afin de ne pas risquer l'expulsion. Les plans d'affectation des parcelles témoignent de l'attribution de certaines pour des emplacements publicitaires, d'autres pour des projets immobiliers comme la Cité des Arts. Mais les jardins font l'objet d'une protection spécifique, et sont notamment défendus par la presse locale.
De plus, les archives témoignent de la mobilisation des jardiniers dans les années 2000, le site passant de lieu de sociabilité et d'intégration à patrimoine culturel pouvant être défendu par l'action politique. Les projets immobiliers des années 2000 amènent de nouvelles démarches de défense, les jardiniers faisant remonter leurs plaintes jusqu'aux ministres des Transports, de l'Écologie et de la Culture. Elles aboutissent notamment à la qualification du site comme ZAC.
Aujourd'hui, la position ambiguë des jardins questionne leur ouverture sur la ville dans une démarche de « pédagogie de l'environnement ». Au cœur du nouveau projet d'écoquartier lié au Grand Paris, les jardins demeurent un « paysage pratiqué » fondamental dans le patrimoine de la ville d'Aubervilliers, mais font l'objet d'une muséification contestée par ses acteurs.

Aubervilliers, banlieue ouvrière

« Je suis impressionnée par la qualité des travaux, la pertinence des choix d'archives et donc des thèmes traités lors de cette session. »

ANNIE FOURCAUT,
DISCUTANTE

AMPHITHÉÂTRE
DU CENTRE DES
COLLOQUES DU
CAMPUS
CONDORCET

Politiques sociales et culturelles

FIN DE SESSION 2, LES INTERVENANT.E.S AUTOUR DE PASCALE GOETSCHEL (DISCUTANTE CHS) & MATHILDE ROSSIGNEUX-MÉHEUST (DISCUTANTE LARHRA)

Concluez

Concluez !!

Concluez !!!

L'hospice d'Aubervilliers et l'assistance aux vieillards indigents (1896-1924)

▼ CHLOÉ BALNY & JEANNE BOUET-WILLAUMEZ

Dans le cadre de notre enquête sur l'hospice d'Aubervilliers et l'assistance aux vieillards indigents (1896-1924), axée principalement sur le poids variable de l'hospice dans les finances communales, nous avons pu distinguer trois périodes d'action de la municipalité albertivillarienne. Dans un premier temps, entre 1896 et 1906, Aubervilliers s'est engagée, au maximum de ses capacités financières et matérielles, à réaliser la pensée du législateur en municipalisant la politique d'assistance nationale par la fondation d'un hospice en 1896 et en admettant les premiers assistés obligatoires avant même l'entrée en vigueur de la loi du 14 juillet 1905. Puis, pour la période s'étendant de 1907 à 1920, la municipalité s'est chargée d'administrer la nouvelle loi d'assistance obligatoire, difficile à appliquer de manière rigoureuse dans la pratique, alors qu'elle doit faire face à un afflux conséquent d'assistés ce qui conduit progressivement à l'agrandissement et la modernisation de l'hospice municipal. Enfin, les années 1921 à 1924 sont marquées par une mobilisation de la municipalité en faveur d'un remaniement de la loi d'assistance obligatoire qui, dans un contexte d'inflation et de fort vieillissement de la population, n'est plus adaptée à la conjoncture d'après guerre.

Le centre municipal de santé d'Aubervilliers : une structure sanitaire, sociale et politique en banlieue rouge (1896-2002)

De sa création comme dispensaire au tournant du 20e siècle à son développement sous la municipalité communiste après guerre, le centre de santé d'Aubervilliers rempli des fonctions sanitaires, politiques et sociales qui lie son histoire à celle de la mairie.
Dans un premier temps, il dispense une médecine pour indigents avant d'être l'objet d'une grande politique de modernisation après 1945. La mairie investit dans son perfectionnement, et construit une nouvelle structure en 1964 pour y attirer de nombreuses spécialités, faisant ainsi du CMS un des emblèmes de l'engagement de la mairie communiste à Aubervilliers.
Par la suite, l'histoire du centre reste intimement liée à celle de sa municipalité : lieu d'innovation et instrument sanitaire de premier plan face aux nouveaux enjeux des années 1970 (contraception, IVG, saturnisme, sida), il apparaît également comme un outil de communication central pour la mairie, résistant au déclin du communisme municipal dans les années 1980.
Au début des années 2000, le CMS accueille toujours un nombre important de médecins et de patients, témoignant ainsi du maintien de son statut et de son lien, réel comme symbolique à l'histoire de la mairie.

CHLOÉ LUNEAU

ROMANE CARBALLO

Usages politiques des fêtes. Aubervilliers (1923-1935)

◀ JEAN-BAPTISTE EPAIN

Après le congrès de Tours, la compétition politique pour le contrôle d'Aubervilliers, bastion ouvrier, passe par le soutien des sociétés à vocation culturelles de la ville. Qu'elles soient musicales, sportives, voire d'éducation populaire, ces associations prennent naissance des contextes historico-politiques qui les déterminent et orientent leurs activités, leur recrutement et leurs procédures.

Ni le parti communiste, ni l'équipe municipale de Pierre Laval ne l'ignorent, tandis que chaque camp s'efforce de promouvoir, à travers ces associations, un modèle de société porteur des valeurs de leurs représentants : sports collectifs, place des femmes pour les uns, rassemblement communal et vitalité sociale pour les autres.

Le pouvoir édilitaire d'Aubervilliers, de 1923 à 1935, joue en l'occurrence un rôle central : contrôlant les lieux de réunions, le personnel et les budgets municipaux, il met progressivement en place une politique des fêtes centrée sur des axes forts : allongement de la durée des festivités, de leur coût, et de leur ambition. Il s'appuie en la matière sur les réseaux locaux : corporations, sociétés culturelles, pour mettre en place des manifestations successives dont le souvenir nous est parvenu dans une chanson fameuse : « Festival d'Aubervilliers » interprétée par Philippe Clay.

Le théâtre de la Commune : quand la scène rencontrait la tribune

▶ DALIL FERGUENIS, CLÉMENTINE THÈME, & SAMI AMAERIH

Notre enquête avait pour but d'interroger l'évolution de la mission d'éducation politique populaire revendiquée par le Théâtre de la Commune lors de sa naissance en 1961, en se demandant si certaines ruptures (statut de théâtre national en 1971, départ de Garran, premier directeur du théâtre en 1985) avaient pu modifier cette vocation.

Dans la décennie 1960, le Théâtre de la Commune entretient des liens très forts avec la mairie communiste, et revendique très clairement sa mission révolutionnaire. Les tarifs très bas, les spectacles hors-les-murs et la priorité donnée au public scolaire permettent de mettre le discours d'éducation populaire du TCA à la portée des plus défavorisés.

Le passage au statut de théâtre national en 1971 donne à la troupe une plus grande indépendance vis-à-vis de la mairie. La scène du TCA, véritable tribune politique, est alors au centre de nombreux conflits d'intérêts entre différents acteurs de la gauche communiste, dont les affrontements pour le contrôle du discours porté par le théâtre reflètent le morcellement de la gauche post-mai 68.

Le véritable changement survient après le départ de Garran en 1985. Le nouveau directeur s'éloigne de la mission d'éducation populaire pour privilégier les questions d'émancipation sexuelle et de libertés de mœurs. Le public albertivillarien est abandonné en même temps que l'ancien discours révolutionnaire au profit d'un public parisien plus aisé.

Politiques sociales et culturelles

« Bravo aux étudiants de cette session, à la fois dense, dynamique et variée, qui a permis aux auditeurs de naviguer de l'hospice et du Centre municipal de santé d'Aubervilliers au Théâtre de la Commune en passant par les fêtes et les loisirs. Les enjeux à la fois culturels, politiques, sociaux, économiques qui sous-tendaient la création, les réalisations et les pratiques de ces différents lieux ou institutions ne leur ont pas échappé. »

PASCALE GOETSCHEL
ET MATHILDE ROSSIGNEUX-MÉHEUST,
DISCUTANTES

De la banlieue rouge à la crise des banlieues

▼ RAPHAËL BERNARD, LARA SERADJ & LUCAS MARCHAND

▽ AU PUPITRE, RAPHAËL BERNARD, LARA SERADJ & LUCAS MARCHAND

La vie sans Laval : l'épuration du personnel communal d'Aubervilliers (1944-1953)

Dirigé par Pierre Laval de 1923 à 1944, le personnel communal d'Aubervilliers connaît-il un sort spécifique à la Libération ?
Initialement animée par des résistants locaux, l'épuration est rapidement reprise en main par l'État. À partir d'octobre 1944, les sanctions administratives sont réservées au préfet. Ce dernier peut cependant mettre plusieurs années à statuer sur les décisions prises avant lui. C'est ensuite l'appareil judiciaire qui prend le relais avec les lois d'amnistie de 1951 et 1953.
Simples pétainistes ou volontaires pour l'armée allemande, les épurés albertivillariens correspondent à la typologie des délits établis par l'historiographie. Leur nombre n'excède pas ceux des communes avoisinantes.
En l'absence de preuves matérielles, les épurateurs s'appuient essentiellement sur des témoignages oraux, tandis que la défense des accusés consiste largement à prouver son patriotisme. L'épuration albertivillarienne témoigne également du futur de « banlieue rouge » de la ville. Tentant de s'imposer comme principaux représentants de la Résistance, les communistes n'épureront cependant que les collaborateurs les plus notoires afin d'assurer la stabilité de la gestion communale.

De la banlieue rouge à la crise des banlieues

De l'âge d'or au désenchantement du communisme. Histoire sociale du vote dans le quartier de La Maladrerie-Émile Dubois (1965-1989)

Carte postale ancienne de la cité Émile-Dubois

Entre 1965 et 1989, la ville d'Aubervilliers comme la banlieue rouge connaît une série de transformations. Confrontée à l'évolution de la population, du secteur industriel et des problématiques urbaines la municipalité communiste tente de comprendre puis de prendre en charge les problèmes, avec un succès relatif. Une histoire sociale du vote local permet ainsi de pointer tant l'ancrage électoral du désenchantement puis de la désaffiliation communiste qui doit se comprendre en lien avec l'apparition de nouveaux comportements. La remise en cause du pouvoir local passe désormais par des formes différenciées de participation électorale au premier rang desquels on trouve l'abstention et le vote Front national. En ce sens, une focalisation sur le quartier Émile Dubois - Maladrerie, symbole d'une réussite du communisme municipal devenue un des foyers de la nouvelle immigration post-coloniale, nous permet de revenir sur les évolutions que connaît Aubervilliers sur trente ans de mandatures communistes.

HUGO MIROUFLE

▼au pupitre RANINE KEZAL, GUILLAUME ÉCHELARD, & PAUL RAMISCH

Les actions collectives suite à la mort de Karim M. (2005) : commémoration ou mobilisation

Le 1er avril 2005, Karim M., 17 ans, est pris en course-poursuite par un véhicule de police banalisé. Il tombe de son scooter, et décède. Des nuits d'émeutes et une marche blanche font suite : nous avons étudié ces mobilisations collectives, en analysant la mesure dans laquelle elles avaient fait événement. Nous nous sommes pour cela appuyés sur des sources de presse et des entretiens. Ces mobilisations, en ayant des stratégies et des buts différents entre elles et en leur sein, ont créé un événement local qui n'a pas eu d'écho à l'échelle nationale.

Cet événement hybride, vécu à la fois comme banal et exceptionnel, est resté gravé dans les mémoires au sein d'un récit d'une série de jeunes hommes morts d'Aubervilliers, réactivé par un phénomène d'identification lors des révoltes d'octobre 2005, et actualisé par les échanges du quotidien, les hommages, ou un morceau du rappeur Mac Tyer.

De la banlieue rouge à la crise des banlieues

« Outre la qualité des travaux, on perçoit entre vous une dynamique, un fonctionnement collectif, un esprit d'entraide, une sociabilité, qui sont très importants et font plaisir à voir ». PAUL BOULLAND, *DISCUTANT*

CHS
MONDES CONTEMPORAINS
UMR 8058